



HAL
open science

L'extrême droite espagnole au défi de la démocratisation (1975-1982) : menace pour la démocratie et marginalisation politique

Matthieu Trouvé

► To cite this version:

Matthieu Trouvé. L'extrême droite espagnole au défi de la démocratisation (1975-1982) : menace pour la démocratie et marginalisation politique. Matériaux pour l'histoire de notre temps, 2021, Les droites extrêmes en Europe depuis 1945, 139-142, pp.24-32. 10.3917/mate.139.0024 . halshs-03671590

HAL Id: halshs-03671590

<https://shs.hal.science/halshs-03671590>

Submitted on 25 May 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

L'extrême droite espagnole au défi de la démocratisation (1975-1982).

Menace pour la démocratie et marginalisation politique

MATTHIEU TROUVÉ, MCF EN HISTOIRE CONTEMPORAINE – SCIENCES PO BORDEAUX

A l'issue des élections au Parlement de la Communauté autonome d'Andalousie du 2 décembre 2018, le parti d'extrême droite Vox se classe en cinquième position avec près de 11 % des voix et obtient douze sièges de députés¹. Créé cinq ans plus tôt en 2013 par des dissidents du Partido Popular (PP), il parvient pour la première fois à être représenté au niveau régional. Vox confirme son ascension lors des élections générales d'avril 2019, obtenant 10,26 % des voix et faisant son entrée au Congrès des députés espagnol avec 24 élus. Aux européennes de mai 2019, le parti gagne trois sièges au Parlement de Strasbourg, puis, lors des nouvelles élections générales de novembre 2019, remporte 15 % des voix, soit 52 sièges de députés et deux sénateurs. L'irruption de l'extrême droite dans un pays où celle-ci était traditionnellement marginalisée depuis la transition démocratique provoque un certain choc électoral, tant au niveau national qu'à l'étranger. Pour de nombreux observateurs, c'est la fin de « l'exception espagnole » qui caractérisait la vie politique du pays, marquée par une alternance gauche-droite modérée et un faible score des partis extrêmes. Jusqu'à la fin des années 2010, l'Espagne semblait en effet préservée de la montée du populisme, faisant figure d'exception par opposition à des pays comme l'Italie, la France, la Hongrie ou encore les Pays-Bas². Les médias s'étonnent du réveil du spectre de l'extrême droite et enquêtent sur le retour de celle-ci quarante ans après la mort de Franco³. Alimentant un discours anti-immigration, défendant des positions ultranationalistes et antiféministes, hostile à l'avortement, au mariage entre personnes de même sexe et à l'euthanasie, Vox entretient également un discours ambigu sur la dictature de Franco, assumant même une partie de l'héritage franquiste. Ainsi, selon le politologue

Jaime Ferri Durá, « Vox manie l'idée que le franquisme a sauvé l'Espagne du communisme et d'une situation d'ingouvernabilité, qu'il a remis de l'ordre⁴ ». Après le temps du déclin et de la marginalisation, les années 2018-2021 sont pour l'extrême droite espagnole celles d'un renouveau, et l'on peut légitimement s'interroger sur une possible filiation entre Vox et les mouvements d'extrême droite franquistes qui ont été confrontés au défi de la transition démocratique dans les années 1975-1982.

L'extrême droite espagnole, issue du « Movimiento », parti unique mis en place par Franco et principal soutien politique de la dictature, n'a pu empêcher la transition démocratique dont le point de départ est la loi de réforme politique instituée en décembre 1976 par le président du gouvernement Adolfo Suárez, lui-même ancien ministre secrétaire général du Movimiento. Dans la période de l'immédiat post-franquisme, cette extrême droite va tour à tour abandonner le pouvoir, puis tenter de s'organiser dans l'opposition au gouvernement démocrate-chrétien. Elle est cependant loin d'être unie ; comme l'ont montré plusieurs historiens, elle apparaît au contraire comme une nébuleuse constituée par de nombreux acteurs et groupuscules qui se disputent le *leadership* et l'héritage franquistes après la mort du Caudillo⁵. Si plusieurs anciens responsables franquistes finissent par accepter l'évolution démocratique et s'intègrent dans des formations politiques de droite conservatrice ou libérale, la plupart des franquistes et militants phalangistes restent cependant attachés au régime fondé par le général Franco. Les résultats des élections générales de 1977, 1979 et 1982 confirment l'idée d'une marginalisation électorale des partis d'extrême droite espagnols, ce qui n'empêche nullement ces derniers de faire preuve d'un certain activisme, d'une capacité de mobilisation, d'entretenir la nostalgie du franquisme et de participer à la violence politique qui marque les années de la transition démocratique⁶. Ainsi, l'objet du présent article est de s'interroger sur les reconfigurations et métamorphoses de cette

extrême droite espagnole dans le système démocratique mis en place au cours des années 1975-1982, en analysant les principales étapes de cette évolution. On pourra alors observer que, si cette extrême droite est restée cantonnée à un réduit politique archaïque, elle est tout de même parvenue à constituer une sérieuse menace pour la démocratie naissante. Trois éléments permettent d'en prendre la mesure : l'opposition radicale à la réforme politique et à la démocratisation ; la compétition électorale des années 1977-1982 et la difficile – voire impossible – adaptation de cette extrême droite au jeu politique ; enfin, sa participation à la violence politique et terroriste.

CONTRE LA RÉFORME POLITIQUE ET LA DESTRUCTION DE « L'ÉTAT DU 18 JUILLET »

Les mouvements d'extrême droite espagnols, tous héritiers du système autoritaire et verticaliste du régime franquiste, sont en perte de vitesse tout au long de la transition démocratique. Le retrait du soutien de l'appareil d'État dont ils bénéficiaient les a brusquement privés de l'essentiel de leurs moyens. Les cadres des organisations ont été peu renouvelés et l'usure de quarante années de prééminence politique les a cantonnés dans un rôle de nostalgiques et conservateurs de l'ancien régime. Leur message politique, non renouvelé après la mort de Franco, mille fois répété, n'a pas réussi à susciter l'enthousiasme chez les électeurs à partir de 1977. Le fait que le passage du régime du général Franco à la démocratie se soit déroulé sans rupture juridique et le fait que ce sont les hommes mêmes du régime franquiste qui ont assuré cette transition, contribuent à entretenir une confusion au sein des anciennes élites franquistes et rendent parfois peu claire la division entre partisans de l'évolution démocratique et tenants du système précédent. À partir de juillet 1976, l'extrême droite s'est d'abord reconstruite dans l'opposition au projet de réforme démocratique porté par le deuxième gouvernement de la monarchie. La forme monarchique qu'a revêtue la transition démocratique espagnole, où le roi, héritier désigné par Franco, s'est servi de l'autorité léguée par celui-ci pour créer les conditions de la libéralisation – tout en étant gage de continuité aux yeux des partisans du régime précédent – intervient pour rendre plus complexe encore le partage des forces politiques dans le pays et désoriente bon nombre de militants du Movimiento. Conformément à la loi de succession de 1969, Juan Carlos est en effet devenu roi d'Espagne au lendemain de la mort de Franco en novembre 1975 ; il a prêté serment envers les lois franquistes. Si les mouvements et acteurs d'extrême droite ont accepté l'arrivée du jeune roi, formé par Franco, ils l'ont fait plus par fidélité à celui-ci que par conviction. Dans un premier temps, Juan Carlos maintient dans ses

fonctions de président du gouvernement Carlos Arias Navarro, un homme politique franquiste, peu porté vers le changement démocratique. Les cercles franquistes et tenants du Movimiento, faisant également partie de ce que l'on a appelé le « *bunker* », partisans de l'immobilisme, tentent de faire pression pour maintenir les principes franquistes en l'état et mettent en garde le nouveau roi contre toute tentation de faire évoluer le régime. Ils croient dans un premier temps pouvoir contrôler le roi et le pouvoir exécutif, notamment à travers la présence de plusieurs ministres ultraconservateurs au sein du gouvernement Arias Navarro et grâce à la mainmise qu'ils exercent encore au sein des institutions en place : Cortès, Conseil du royaume, armée, parti unique et syndicat vertical. Dès le lendemain de la mort de Franco, lors d'une audience accordée par le nouveau roi à une délégation franquiste, José Antonio Girón de Velasco, représentant de la frange ultra et à la tête de la Confédération des Anciens combattants, rappelle à Juan Carlos qu'il doit son trône à l'ancien chef d'État et, pour souligner l'intangibilité du régime, relève que, selon la volonté du Caudillo, la monarchie n'est que la nouvelle forme de « l'État du 18 juillet 1936 », faisant allusion au serment prêté par le roi devant les Cortès franquistes⁷. D'autres anciens responsables franquistes ont cependant un discours différent. En particulier Manuel Fraga – ancien ministre de l'Information et du Tourisme à l'origine d'une loi d'assouplissement de la censure en 1966 et ministre de l'Intérieur dans le premier gouvernement de la monarchie – affirme la nécessité de procéder à des réformes et d'ancrer résolument l'Espagne dans la voie des démocraties d'Europe occidentale⁸.

Réaliser la transition démocratique suppose, du point de vue du pouvoir monarchique, de passer d'une légalité franquiste à une légalité démocratique en respectant la loi et le serment passé. Cette tâche est confiée par le roi au nouveau président du gouvernement, Adolfo Suárez, nommé en juillet 1976. L'extrême droite et les proches du « *bunker* » sont mis à l'écart du gouvernement par le nouveau titulaire de la Moncloa. Seuls les portefeuilles liés à la Défense – ministères de l'Armée de Terre, de la Marine et de l'Armée de l'Air – sont confiés à des militaires franquistes, tandis que subsistent encore un ministère chargé des relations avec les syndicats ainsi qu'un secrétaire général du Movimiento avec rang de ministre. Le président du gouvernement s'appuie pour le reste sur des éléments libéraux ou démocrates-chrétiens, ouverts aux réformes et à la démocratisation. Ancien secrétaire général du Movimiento, ancien gouverneur civil de la région de Ségovie et ancien procureur aux Cortès, Suárez prend cependant soin de ne pas heurter les franquistes et les conservateurs, tout en s'efforçant de rassurer l'opposition. Celle-ci s'est regroupée en mars 1976 autour du PSOE et du PCE en une « *Coordinación* » ●●●

- *Democrática* » ou « *Platajunta* », qui prône une « rupture démocratique » et un retour à la république. La loi de réforme politique mise sur pied par Adolfo Suárez prévoit de procéder à l'élection au suffrage universel de deux Chambres en respectant le principe de souveraineté du peuple. Les principaux représentants de l'extrême droite, favorables au *statu quo* franquiste, s'opposent d'emblée au projet. Parmi eux, on trouve les leaders historiques de la Phalange, des franquistes proches du « bunker », des syndicalistes liés à l'Organización Sindical Española (OSE)⁹, des officiers de l'armée procureurs aux Cortès et vétérans de la guerre civile, comme les lieutenants-généraux Carlos Iniesta Cano et José Lacalle, ainsi que d'anciens combattants de la División Azul¹⁰ comme Alfredo Jiménez-Millas. Pour faire accepter la loi, Adolfo Suárez s'appuie sur le président des Cortès, Torcuato Fernández-Miranda, homme politique issu comme lui du sérail franquiste mais acquis à l'idée d'une réforme politique sans rupture. La présentation du projet aux Cortès est confiée à deux procureurs, Miguel Primo de Rivera y Urquijo et Fernando Suárez González. Le fait que ces deux rapporteurs soient favorables à la réforme tout en étant proches des milieux franquistes a pour effet de jeter le trouble au sein de l'extrême droite. Le premier est, en effet, le petit-fils du général Miguel Primo de Rivera, à l'origine de la dictature entre 1923-1930, et le neveu du fondateur de la Phalange, José Antonio Primo de Rivera, tandis que le second a été ministre du Travail dans le dernier gouvernement de Franco. À l'issue de deux jours de débat, un vote nominatif et à voix haute a lieu dans l'hémicycle. Le projet de réforme politique est finalement approuvé le 18 novembre 1976 par 425 voix pour et 59 contre. Parmi les voix qui s'élèvent contre le texte, on compte dix-neuf représentants du Movimiento, dix-huit syndicalistes issus du syndicat vertical, huit représentants du *tercio* familial, sept membres des corporations franquistes et sept procureurs désignés par le chef de l'État. Mais la loi de réforme politique doit encore être soumise par référendum à l'approbation des Espagnols. La campagne est courte mais intense. Pour la première fois dans l'histoire politique espagnole, des moyens de communication audiovisuels modernes sont utilisés. Le gouvernement de Suárez fait campagne pour le « oui » ; des affiches sont réalisées non seulement en espagnol, mais également en catalan et en basque afin de convaincre les électeurs. L'extrême droite se montre divisée, conséquence de la stratégie mise en place par le gouvernement, mais aussi de querelles idéologiques internes et des conflits liés à la récupération des symboles phalangistes. Alors que quatre formations – Fuerza Nueva, la Falange española de las JONS, la Confederación Nacional de Excombatientes (CNE) et le Partido de Acción Nacional – appellent clairement à rejeter la réforme politique, d'autres groupuscules comme la Falange Española Auténtica (FE-A), le Frente Sindicalista

Revolucionario et le Parti carliste traditionaliste prônent l'abstention – tout comme les socialistes et les communistes –, tandis que les Círculos José Antonio (CJA) sont les seuls à appeler à voter blanc¹¹. En particulier, deux leaders d'extrême droite se montrent très actifs lors de la campagne et deviennent les porte-parole de l'opposition à la réforme politique et au gouvernement d'Adolfo Suárez : Blas Piñar, président de Fuerza Nueva, et Raimundo Fernández Cuesta, ancien ministre de Franco et fondateur de la Phalange espagnole. La loi est finalement validée en décembre par une large majorité d'Espagnols : 94,45% des votants ratifient la loi de réforme politique ; le taux de participation s'élève à 77,72 %¹². Elle rend possible et viable une transition démocratique « réformiste », mise en place par le gouvernement, dans un cadre non conflictuel, offrant une alternative à l'idée d'une « rupture démocratique » proposée par l'opposition socialiste et communiste¹³. En outre, le très faible score enregistré par les « non » – moins de 2,6 % – marginalise l'extrême droite, incapable de peser sur l'issue du scrutin. Néanmoins, la campagne menée contre la réforme politique constitue une première étape importante pour l'extrême droite.

LA DIFFICILE ADAPTATION AU JEU DÉMOCRATIQUE ET L'ÉCHEC ÉLECTORAL

Les principaux groupes d'extrême droite qui agitent la vie politique espagnole des années 1977-1982, se sont constitués pour une large part avant même l'avènement de la monarchie, pendant la période du *tardofranquismo* (« franquisme tardif »). Constatant l'échec du maintien d'une monarchie définie sur les principes fondamentaux du Movimiento, et la mise en place progressive d'une monarchie constitutionnelle, ces formations vont constamment s'opposer à la politique gouvernementale et à l'œuvre de démocratisation. Mais elles se présentent souvent en ordre dispersé aux différentes élections, peinent à s'unir et adoptent des stratégies politiques divergentes. Parmi ces formations, la Confédération des Anciens Combattants, emmenée par José Antonio Girón de Velasco, qui prétend regrouper près de 600 000 membres en 1976, constitue tout d'abord la frange d'extrême droite la plus liée à l'armée. Ancien ministre du Travail dans les années 1940-1950, procureur aux Cortès franquistes et membre du Conseil du Royaume, Girón de Velasco s'est vivement opposé, bien avant la mort de Franco, aux réformes, à la politique proposée par Arias Navarro, connue sous le nom de « l'esprit du 12 février »¹⁴. Il est également membre du conseil d'administration de maisons d'édition et exerce une forte influence dans les casernes à travers les organes de presse d'extrême droite que sont *Arriba* et *El Alcázar*¹⁵. Mais il échoue dans sa stratégie de rassembler les forces d'extrême droite. S'il apporte, dans un premier temps, son soutien à la mise en place de

la coalition électorale Alianza Nacional 18 de julio lors des élections de 1977, sans grand enthousiasme toutefois, il finit par prôner le ralliement à la droite conservatrice d'Alianza Popular¹⁶.

Sept anciens franquistes, surnommés les « sept magnifiques » – Manuel Fraga, Gonzalo Fernández de la Mora, Licinio de la Fuente, Laureano López Rodó, Cruz Martínez Esteruelas, Federico Silva Muñoz et Tomás Carranza –, ont en effet constitué l'Alianza Popular (AP) en octobre 1976, dont le programme politique est à la fois populaire et conservateur¹⁷. On compte dans ses rangs 183 anciens procureurs franquistes ainsi que de nombreux hiérarques du régime précédent. Lors de son premier congrès national en mars 1977, l'AP met l'accent sur la sécurité et l'ordre, proclame son soutien à la monarchie, la nécessité d'une réforme constitutionnelle dans la continuité des institutions précédentes, tout en assumant une part d'héritage du franquisme¹⁸. Mais cette formation refuse la légalisation du PCE qu'elle juge être une grave erreur. Affirmant défendre les classes moyennes, les agriculteurs, les femmes, les jeunes et les retraités, les petites et moyennes entreprises, prônant les valeurs familiales, ce parti soutient le développement de l'économie sociale de marché. S'il se définit comme un groupe de centre-droit, l'Alianza Popular va, cependant, se trouver rejetée vers la droite conservatrice avec la formation de la grande coalition démocrate-chrétienne de l'Union de Centro Democrático (UCD) présidée par Adolfo Suárez. Dans le même temps, la présence des formations politiques ultras à l'extrême droite de l'échiquier politique permet non seulement aux membres de l'AP, mais aussi à différents représentants de l'UCD de se dédouaner d'une étiquette trop franquiste et de se positionner sur une ligne modérée¹⁹. Par la suite, sous la conduite de José María Aznar, l'Alianza Popular devenue Partido Popular (PP) poursuit sa mue démocratique dans les années 1990 et adopte un programme à la fois libéral et conservateur. Ainsi, à la différence des partis d'extrême droite, l'AP-PP réussit à relever le défi de la démocratie tout en conservant un discours ambigu à l'égard du passé franquiste²⁰.

Parmi les nombreux groupuscules d'extrême droite formés au cours des années 1976-1982, on note la présence de plusieurs formations d'inspiration phalangiste. Alors que les organisations du Movimiento ont été officiellement dissoutes par les décrets-lois des 8 octobre 1976, 1^{er} avril et 17 juin 1977, les phalangistes peinent à se regrouper et s'affrontent au sujet des symboles et de l'héritage franquistes. Ils se divisent également sur un plan idéologique entre traditionalistes monarchistes, carlistes, conservateurs, révolutionnaires, néo-nazis, partisans de la conquête du pouvoir par la voie électorale et activistes favorables à l'action violente et clandestine. Fondée en 1933, la Falange a connu plusieurs divisions avant d'être unifiée par Franco en 1937 sous le nom de

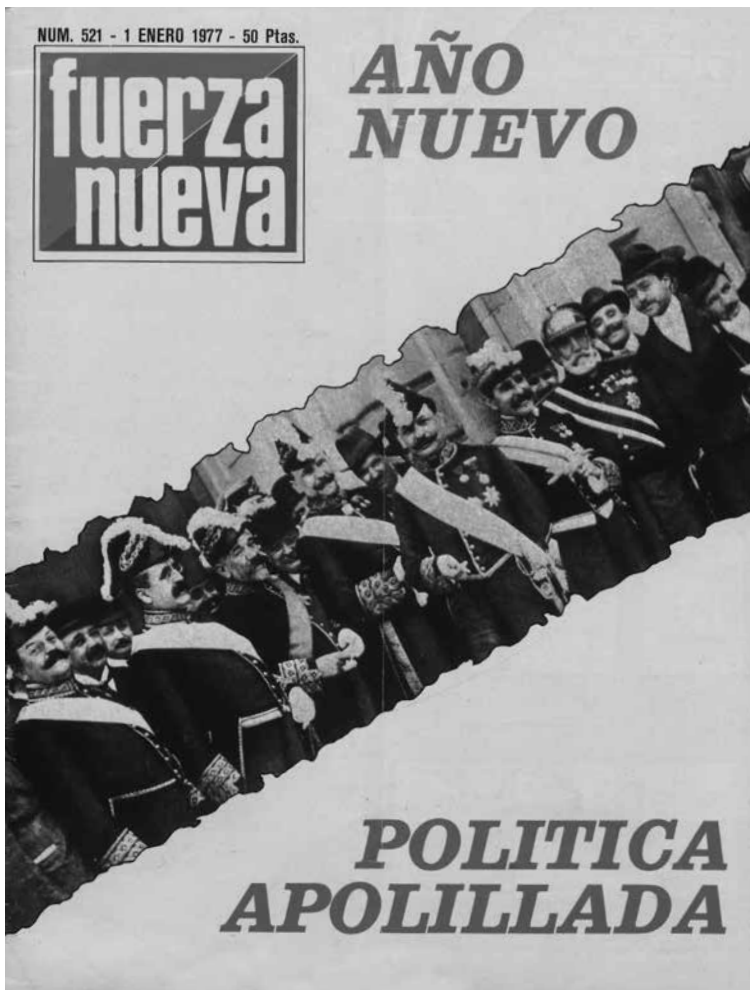
Falange Española Tradicionalista y de las Juntas de Ofensiva Nacional Sindicalista (FET y de las JONS). Finalement, elle est officiellement refondée en octobre 1976 sous le nom de Falange Española de las JONS (FE de las JONS) sous la direction de Raimundo Fernández Cuesta, tandis que des dissidents « hedillistes » – se réclamant de Manuel Hedilla – fondent la Falange Española Independiente (FEI), et d'autres créent la Falange Española de la JONS-Auténtica autour de Narciso Perales et Pedro Conde. Issu de la vieille structure militante phalangiste, un groupe paramilitaire dénommé Primera Línea de Falange Española est également mis sur pied, mais ses effectifs ne dépassent pas le millier de personnes, parmi lesquelles de nombreux militaires en retraite. En décembre 1980 apparaît un autre groupement paramilitaire, l'Acción Sindicalista Nacional del Trabajo dirigée par José Antonio Assiego Verdugo, proche des Anciens Combattants de José Antonio Girón de Velasco²¹. Toutes ces formations ont cependant du mal à recruter des adhérents ; elles n'exercent qu'une action politique résiduelle à travers des cercles d'études, la publication de brochures, la tenue de banquets, et leur audience décroît régulièrement tout au long de la transition.

Le mouvement d'extrême droite le plus important et le plus actif sur le plan politique pendant la transition démocratique est Fuerza Nueva (FN), dirigé par l'avocat Blas Piñar. Ce dernier, issu des rangs de l'Acción Católica Nacional de Propagandista (ACN de P), ancien directeur de l'Institut de la Culture Hispanique et ancien procureur aux Cortès, exerce un *leadership* autoritaire au sein de la formation qu'il a créée dès 1966. Le mouvement incarne un franquisme traditionaliste, national catholique et conservateur, fermement attaché aux valeurs et principes du régime de Franco. Il s'est doté d'une revue hebdomadaire, *Fuerza Nueva*, qui dénonce systématiquement la « trahison » des gouvernements de la monarchie à l'égard des idéaux du Mouvement du 18 juillet 1936, la « liquidation » des Cortès franquistes, ainsi que la « dictature des libéraux »²². Transformé en parti politique en octobre 1976, Fuerza Nueva recrute parmi les étudiants nationalistes, notamment à Madrid, Valladolid et Valence. La section de jeunesse du parti, Fuerza Joven, tient même un congrès national en janvier 1978. Toutefois, ce militantisme d'étudiants tend à s'affaiblir au fil du temps, et les adhésions ne sont pas toujours renouvelées lorsque les intéressés entrent dans la vie active. Les cadres du parti sont souvent d'anciens membres de l'appareil syndical verticaliste. Si bien qu'une fracture générationnelle oppose au sein du mouvement un secteur ultra conservateur et traditionaliste à une frange de militants plus âgés. Cela n'empêche nullement Fuerza Nueva de progresser tout au long des années 1977-1982. L'organisation compte à la fin des années 1970 environ 50 000 adhérents et parvient à ouvrir un total de 165

- bureaux dans tout le pays, tandis que la revue *Fuerza Nueva* tire à 45 000 exemplaires²³. Si l'organisation accepte les règles du jeu électoral à partir de 1977, elle lutte cependant pour ce qu'elle appelle « une démocratie véritable ». Elle admet officiellement la monarchie de Juan Carlos, mais conteste durement la légalisation du Parti communiste espagnol (PCE), le développement des autonomies, le manque de réaction du gouvernement face au terrorisme, et les orientations libérales en matière de mœurs. Farouchement anticommuniste, mais également hostile au PSOE de Felipe González – jugé « aussi dangereux que Carrillo »²⁴ –, *Fuerza Nueva* rejette la politique réformiste menée par Adolfo Suárez et fait campagne contre l'adoption de la nouvelle Constitution monarchique en 1978 et la « rupture revancharde »²⁵. (Fig. 1)

En vue des élections générales de juin 1977, les premières organisées sous la monarchie de Juan Carlos, Blas Piñar tente de regrouper les forces d'extrême droite. Il est à l'origine d'une coalition électorale baptisée Alianza Nacional 18 de julio regroupant outre *Fuerza Nueva*, les Círculos José Antonio et la Agrupación de Juventudes Tradicionalistas,

Fig. 1 : *Fuerza Nueva*, n° 521, janvier 1977, Coll. La contemporaine



avec le soutien des phalangistes de la FE de las JONS. Le leader de cette coalition tente de capitaliser sur les thèmes de la campagne menée un an auparavant contre la réforme politique : défense des idéaux politiques et religieux à l'origine du soulèvement du 18 juillet 1936, fidélité à l'œuvre du général Franco et respect des Lois fondamentales du régime franquiste, refus des Cortès constituantes, préservation de l'unité de l'État et rejet des séparatismes. L'accent est mis sur l'affirmation de l'ordre public, « réussite des quarante dernières années, actuellement en voie de disparition ». Sur le terrain économique et social, les candidats de « l'AN 18 de julio » s'expriment pour la préservation du système de syndicat unique verticaliste, pour le maintien de la peine de mort, contre le divorce et l'avortement, pour la défense des petits épargnants et la mise en place d'une planification obligatoire dans les services publics. Enfin, sur le plan extérieur, ils condamnent la politique des blocs, s'opposent à l'entrée dans l'OTAN et critiquent l'entrée dans le Marché commun qui « ne profiterait pas à l'industrie espagnole »²⁶. Mais la défaite est cinglante : l'alliance d'extrême droite obtient à peine plus de 67 300 voix dans tout le pays, soit 0,37 % des voix et aucun élu. Les autres formations d'extrême droite qui s'étaient présentées en dehors de la coalition – comme la Falange Española de la JONS-Auténtica – recueillent toutes moins de 0,25 % des voix²⁷.

Pour les élections générales de mars 1979, Blas Piñar reforme une vaste coalition électorale d'extrême droite baptisée Unión Nacional (UN), rassemblant une nouvelle fois *Fuerza Nueva*, les Círculos José Antonio, ainsi que la FE de las JONS, la Asociación de Jóvenes Tradicionalistas et la Confédération des Anciens Combattants de Girón de Velasco. Ces élections surviennent dans un nouveau contexte. Adoptée par les Cortès en octobre 1978, la nouvelle constitution monarchique a été ratifiée par référendum par plus de 91% d'Espagnols. On l'a dit, *Fuerza Nueva* a fait campagne contre l'adoption d'un texte qui ne respecte « ni Dieu, ni la Patrie, ni la Loi »²⁸. Pour les élections de mars 1979, l'extrême droite reprend ses thèmes de prédilection : l'ultra nationalisme, le rejet du communisme, du socialisme et des séparatismes basque et catalan, la défense du catholicisme traditionnel, de l'armée et des forces de l'ordre en général. À l'issue du scrutin, l'UN se classe en sixième position sur le plan national avec près de 379 000 voix, soit 2,11%. Elle obtient ses meilleurs scores à Madrid, Tolède, Guadalajara, Burgos, Ciudad Real, Santander et Valladolid. Blas Piñar est même élu député de Madrid. Les autres groupuscules d'extrême droite n'ont pas dépassé 0,2% des voix. Au Congrès des députés, Blas Piñar se dresse contre tous les statuts d'autonomie et se place dans la plus stricte opposition au gouvernement centriste de Suárez. Mais la fragile unité de l'extrême droite ne tarde pas à se rompre, notamment entre, d'un côté, les tenants de

l'action politique et parlementaire, de l'autre, les partisans de la « stratégie de la tension » favorables à une tactique de déstabilisation de la vie politique nationale²⁹.

Conséquence de ses divisions politiques, idéologiques et tactiques, l'extrême droite se présente séparément aux élections anticipées d'octobre 1982, avec huit principales composantes³⁰. Le score obtenu par ces partis est très faible, anecdotique. Fuerza Nueva obtient moins de 109 000 voix soit 0,52%, Blas Piñar perd son siège de député. Solidaridad Española (SE) formée par le lieutenant-colonel Tejero, protagoniste du coup d'État manqué du 23 février 1981 – dont un des objectifs était de se faire élire afin d'obtenir l'immunité parlementaire – échoue avec 0,14% des suffrages. Toutes les autres formations phalangistes ne dépassent pas 0,1% des voix. Blas Piñar décide de dissoudre Fuerza Nueva, symboliquement le 20 novembre 1982, jour anniversaire de la mort de José Antonio Primo de Rivera et de Francisco Franco. Les divisions de l'extrême droite, le succès des réformes démocratiques menées par Suárez, le mode de scrutin choisi lors des élections générales – le « système d'Hondt » à la proportionnelle corrigée favorisant les listes arrivées en tête –, la modération du discours socialiste, le relatif succès de l'Alianza Popular à incarner une droite conservatrice défendant l'unité de l'Espagne, le refus de la violence et des coups d'État militaire, la volonté de tourner la page du franquisme sont autant de facteurs qui expliquent le choix des électeurs de se porter vers des partis modérés et de se détourner des extrêmes. Les formations d'extrême droite, associées à la dictature franquiste et à la violence politique, ne proposant qu'un maintien des idéaux du régime antérieur, ont échoué à relever le défi électoral de la transition démocratique. (Fig. 2)

MOBILISATIONS PARTISANES ET VIOLENCE POLITIQUE D'EXTRÊME DROITE

Même si elle n'a pas pu peser sur un plan électoral et parlementaire, l'extrême droite espagnole n'en a pas moins constitué une sérieuse menace pour la démocratie, non seulement à cause de son opposition aux réformes politiques, mais également en raison de la forte capacité de mobilisation de ses militants dans la rue, et de son implication dans la violence terroriste et politique des années 1975-1982.

Tout au long de la transition démocratique, l'extrême droite a mené une intense bataille dans les rues, en dehors de la compétition politique à laquelle ses partisans n'étaient pas habitués, profitant notamment des célébrations et anniversaires des dates marquantes du régime franquiste, pour manifester son attachement aux principes du Movimiento. En particulier, les mouvements phalangistes, les Anciens Combattants de Girón

de Velasco ou encore les membres de Fuerza Nueva ont pris l'habitude de célébrer les 18 juillet, en référence au soulèvement nationaliste de 1936, le 1^{er} avril, jour des défilés officiels franquistes en souvenir de la victoire de 1939, ainsi que le 20 novembre, date anniversaire à la fois de la mort de José Antonio Primo de Rivera, fondateur de la Phalange, et de celle de Franco en 1975. Les manifestants d'extrême droite se rassemblent ainsi dans un élan oecuménique tout au long des années 1970-1980 pour honorer la mémoire des fondateurs du régime franquiste et défendre leurs valeurs.

La tentation est forte de voir dans ces célébrations un vestige plus ou moins folklorique des manifestations d'une extrême droite surannée, dont les membres défilent en chemises bleues, avec insignes fléchés et bérets rouges, au cri de « ¡Arriba España! », « España una, grande, libre » et reprenant en chœur le *Cara al Sol*, l'hymne phalangiste traditionnel, plaza de Oriente à Madrid ou devant la Basilique du Valle de los Caídos où se trouvent alors les tombes de José Antonio Primo de Rivera et de Francisco Franco. On ne doit pas oublier, cependant, que

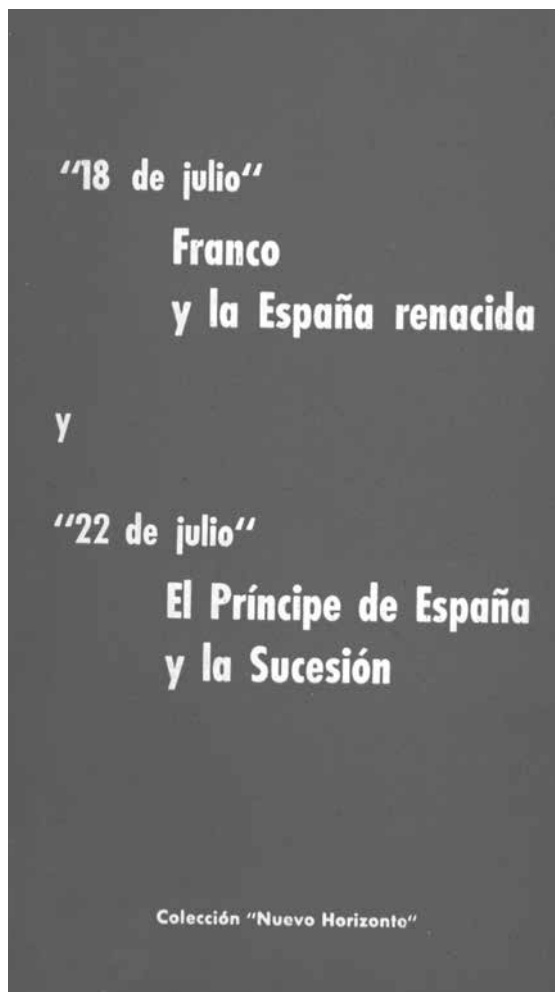


Fig. 2 : Colección « Nuevo Horizonte », Coll. La contemporaine

••• de telles organisations, même en perte de vitesse et marginalisées sur un plan électoral, sont encore en mesure de rassembler régulièrement en juillet – période de vacances peu propice à la mobilisation – entre 40 000 et 50 000 manifestants dans la capitale madrilène, ce qui représente alors beaucoup plus de personnes que ne peut le faire tout autre mouvement d'extrême droite en Europe occidentale à la même époque. D'autant que cette mobilisation ne faiblit pas malgré le recul électoral de l'extrême droite. D'après les estimations³¹, les commémorations du 20 novembre parviennent à réunir, selon les années, entre 100 000 et 400 000 personnes entre 1976 et 1981. Mais l'extrême droite mobilise également ses troupes en dehors de ces commémorations franquistes et phalangistes, notamment lorsqu'il s'agit de manifester contre l'ETA sous la bannière des victimes du terrorisme. Ainsi, l'Asociación Cultural de Mujeres de Militares organise une manifestation rassemblant entre 1 000 et 3 000 femmes à Madrid le 2 octobre 1979 et appelant au rétablissement de la peine de mort pour les responsables d'attentats terroristes³². Ces mobilisations de rue sont, pour les dirigeants d'extrême droite, l'occasion d'exercer une pression sur le gouvernement et leur offrent une tribune populaire et médiatique contrastant avec leur faiblesse politique. Elles contribuent à créer un climat d'agitation, de violence et de confusion. Ainsi, par exemple, la célébration le 28 mars 1976 du 34^e anniversaire de l'entrée des troupes nationalistes à Madrid est utilisée par les milieux d'extrême droite pour exprimer leur refus de la démocratisation. Lors de cet événement, quatre mois après la mort de Franco, Blas Piñar apparaît aux côtés de représentants des Anciens Combattants et de divers mouvements de droite traditionalistes. Il en profite pour faire l'éloge de la doctrine de José Antonio Primo de Rivera et tenir des propos réactionnaires devant environ 4 000 personnes et en présence de délégués venus d'Italie et de Croatie. Pour le leader de Fuerza Nueva, le gouvernement se montre trop laxiste à l'égard de la subversion dans les Universités, complice de ceux qui insultent la mémoire de Franco et incapable de défendre la loi, l'ordre et la communauté. Il se déclare prêt « à descendre dans la rue » s'il le faut³³. Le lendemain, le bras droit de Blas Piñar, Mariano Sánchez Covisa, dépose une plainte contre les ministres de l'Intérieur, des Affaires étrangères et de la Justice, pour de prétendues atteintes aux principes du Movimiento. Au lendemain de la nomination d'Adolfo Suárez à la tête du gouvernement, Fuerza Nueva estime l'esprit du « 18 juillet piétiné et rompu »⁴. De manière générale, chaque manifestation de l'extrême droite dans l'espace public sert de démonstration de force et fournit un prétexte à la condamnation des réformes démocratiques. Il s'agit de peser sur le processus politique en cours et de déstabiliser le gouvernement par la reconquête de la rue et de l'espace public. Le recours à la violence n'est jamais exclu ; il est même brandi à plusieurs reprises,

notamment dans la presse. Grand admirateur de Blas Piñar et leader des Guerrilleros del Cristo Rey (GCR), Mariano Sánchez Covisa fait ouvertement l'apologie de la violence dès lors qu'il n'existe pas, selon lui, d'État de droit en Espagne et que les principes du Movimiento sont bafoués³⁵. Il est régulièrement impliqué dans des opérations terroristes entre 1974 et 1978 et plusieurs fois détenu. L'activisme de l'extrême droite est entretenu non seulement par l'intermédiaire des sections de jeunesse de ces formations politiques – toujours prêtes à en découdre dans la rue, à l'instar de Fuerza Joven³⁶ –, mais également par des milices et des commandos armés plus organisés et agissant dans l'illégalité. Il convient sûrement, à cet égard, de distinguer une violence « tribale » – qui est le fait des organisations de jeunesse –, une violence « défensive » – en réponse à celle de l'extrême gauche et de l'ETA – et une violence « terroriste » à plus proprement parler³⁷. À l'image de Sánchez Covisa, une partie des militants d'extrême droite n'hésite pas à participer à des actions terroristes conduites par des groupuscules comme les Guerrilleros del Cristo Rey, l'Alianza Apostólica Anticomunista ou « Triple A », Antiterrorismo ETA (ATE), les Grupos Armados Españoles, le Batallón Vasco Español (BVE) et les Comandos Antimarxistas. Ces formations s'en prennent à des militants communistes, syndicalistes, membres de l'ETA et autres groupes d'extrême gauche. Un des attentats les plus spectaculaires a lieu en janvier 1977 avec l'assassinat par des membres de la Triple A de cinq personnes à Madrid dans les locaux d'un cabinet d'avocats proches du PCE et du syndicat des Comisiones Obreras (CCOO)³⁸. Une certaine culture de la violence présente au sein de l'extrême droite phalangiste³⁹ dès les années 1930 et renouvelée au début des années 1970, le choix tactique de rendre « coup pour coup » face au terrorisme d'extrême gauche et au terrorisme séparatiste de l'ETA, la volonté de prendre les armes contre le processus démocratique dans une tradition prétorienne interventionniste invoquant le soulèvement du 18 juillet 1936, l'échec de la stratégie électorale et l'adoption d'une « stratégie de la tension »⁴⁰, tous ces facteurs expliquent le choix de la violence terroriste fait par des organisations d'extrême droite au cours des années 1975-1982. Elles seraient ainsi directement à l'origine de 890 opérations et impliquées dans la mort de 68 personnes⁴¹. La tension politique, les violences de rue, le développement de la lutte armée et les actes terroristes contribuent à faire de la période 1975-1982 celle des « années de plomb » en Espagne, à l'image de l'Italie des années 1970. L'assassinat en février 1980 à Madrid de Yolanda González, une étudiante basque affiliée au Parti des Travailleurs Espagnols de tendance anarchiste, en réponse à une embuscade ayant provoqué la mort de six gardes civils, est un des symptômes de cette escalade. L'attentat est revendiqué par le Batallón Vasco Español qui annonce répondre par un assassinat à chaque

attentat commis par l'ETA. L'enquête révèle que les deux meurtriers sont également membres de Fuerza Nueva, prouvant ainsi l'existence de liens entre les partis d'extrême droite et les groupuscules qui ont pour principal moyen d'expression le terrorisme. Le quotidien *El País* évoque l'implication d'un garde civil et d'un policier dans les activités du Batallón Vasco Español, ce qui conduit à s'interroger sur les complicités dont bénéficieraient les terroristes au sein des forces de l'ordre⁴². Rejoignant les préoccupations de nombreux militants de Fuerza Nueva ou des phalangistes, l'objectif des groupes terroristes d'extrême droite est d'empêcher le déroulement de la transition démocratique et de déstabiliser la monarchie en contraignant, par des actions violentes, le gouvernement à prendre des mesures d'exception.

En outre, une partie de l'armée, marquée par une certaine nostalgie du franquisme, convaincue d'être un corps autonome par rapport au pouvoir politique, s'estime légitime à intervenir dans la vie politique au nom de la défense de l'unité de la nation, de l'anticommunisme et de la nécessité de mettre fin à la décadence frappant le pays⁴³. Très présente au sein de l'armée, l'extrême droite recrute une partie de ses membres dans les casernes, ou bien parmi les militaires retraités. Des liens étroits sont tissés entre les Anciens Combattants de Girón de Velasco, le sommet de la hiérarchie militaire et la presse d'extrême droite, notamment *Arriba*, *El Alcázar*, *Heraldo Español* et *Reconquista*. Un des exemples les plus notables est celui du général Fernando de Santiago y Díaz de Mendivil, ancien vice-président du gouvernement, démissionnaire en septembre 1976 pour protester contre la loi légalisant les syndicats. Il est à l'origine de la création d'Acción Española, un petit mouvement politique ultraconservateur prônant un gouvernement fort, et financé en partie par la Fondation Francisco Franco. Collaborateur régulier du journal *El Alcázar*, le général de Santiago y Díaz de Mendivil est l'auteur d'un article publié en février 1981 dans lequel il s'indigne face au manque d'autorité dans le pays et en appelle à « sauver l'Espagne⁴⁴ ». Autre quotidien d'extrême droite très lu dans les casernes, *Reconquista* tient un discours identique et agite la menace d'un coup d'État militaire⁴⁵. De son côté, la revue *Fuerza Nueva*, prenant pour modèle l'action du général Pinochet au Chili, n'exclut pas non plus le recours à l'armée comme solution aux problèmes espagnols face à une « démocratie assassine⁴⁶ ». En août 1981, le chef de l'Acción Sindicalista Nacional del Trabajo, José Antonio Assiego Verdugo, déclare être prêt à lever 10 000 hommes armés en cas de besoin. De manière générale, l'armée est glorifiée pour ses valeurs traditionnelles et considérée comme un rempart contre le risque d'un retour au pouvoir des socialistes et communistes, faisant ainsi le parallèle avec la situation politique des années 1930.

Il n'est dès lors pas étonnant de constater le soutien des forces d'extrême droite aux tentatives de coup d'État qui ont lieu en Espagne, notamment « l'opération Galaxie » en novembre 1978, ainsi que le putsch manqué du 23 février 1981 dans lequel sont impliqués le lieutenant-colonel Tejero, le général Armada et le commandant de la División Brunete, le général Milans del Bosch. Les deux tentatives sont motivées par un fort anticommunisme et une opposition farouche d'une partie de l'armée et de la Guardia Civil au processus de démocratisation. L'enquête sur « l'Opération Galaxie » montre que l'un de ses responsables, le général Sáenz de Ynestrillas, était en contact régulier avec des leaders d'extrême droite comme José Girón de Velasco et José Antonio Assiego Verdugo⁴⁷. Plus tard, lors du procès contre les protagonistes du « 23 F », les accusés se justifient en invoquant la nécessité de défendre une « Espagne éternelle » et de mettre fin à la décadence du pays, reprenant ainsi les vieilles antiennes de l'extrême droite. À deux reprises, en décembre 1981, puis en septembre 1983, des éléments de l'armée, des militants radicaux du Frente de la Juventud, issu d'une scission de Fuerza Joven, et des journaux d'extrême droite, notamment *El Alcázar*, sont à l'origine d'une campagne demandant l'amnistie et la libération des putschistes condamnés à 30 ans de prison au lendemain du « 23 F⁴⁸ ».

Ainsi, au cours des années 1975-1982, si l'extrême droite s'est retrouvée marginalisée sur le plan politique et électoral, elle a activement participé à l'agitation de rue et à la violence politique et terroriste. Elle n'a pas su s'adapter au jeu électoral démocratique et n'a guère pesé sur les scrutins décisifs qui ont jalonné les principales étapes de la démocratisation. Seule formation plus organisée et parvenant à obtenir un siège de député en 1979, Fuerza Nueva de Blas Piñar a été sèchement battue aux élections d'octobre 1982 et a fini par être dissoute par son leader avant de ressurgir plus tard sous le nom de Frente Nacional. Mais la nébuleuse d'extrême droite a constamment fait pression sur le pouvoir et a constitué une sérieuse menace pour la jeune démocratie espagnole. Les thèmes défendus par ses partisans – défense des principes du Movimiento, de l'idéologie phalangiste, ultranationalisme, anticommunisme, refus de la démocratisation, défense d'un catholicisme traditionnel – montrent à quel point ces mouvements restent attachés au régime franquiste et à son héritage. Avec l'émergence d'une nouvelle génération et de nouveaux leaders dans les années 2010, l'extrême droite, incarnée désormais par Vox, va davantage s'adapter au contexte politique et socio-économique, accepter la monarchie constitutionnelle, moderniser son discours et surmonter ses divisions⁴⁹. Après des années de marginalisation, c'est le temps de la renaissance, sous un jour populiste, et de la reconquête de l'électorat par les urnes. ■

Notes

1. Résolution du 20 décembre 2018, in *Boletín oficial de la Junta de Andalucía*, n°248, 26 décembre 2018.
2. Omar G. Encarnación, « The Spanish Exception. Why has Spain Resisted Right-Wing Populism », *Foreign Affairs*, 20 juillet 2017.
3. Voir *Courrier International*, « Espagne. Le spectre de l'extrême droite se réveille », 5 décembre 2018 ; Laeticia Moreau, « Espagne : Vox, le retour de l'extrême droite », film documentaire, Arte Reportage, 29 avril 2019.
4. Interview de Jaime Ferri Durá pour *Slate.fr* ; consulté en ligne : < <http://www.slate.fr/story/183219/espagne-vox-exhumation-franco-extreme-droite-heritage> >
5. José Luis Rodríguez Jiménez, *La extrema derecha en España : del tardofranquismo a la consolidación de la democracia (1969-1982)*, thèse de doctorat, Universidad Complutense de Madrid, 1992 ; Xavier Casals i Meseguer, *La tentación neofascista en España*, Barcelone, Plaza y Janés, 1998 et, du même auteur, *Neonazis en España*, Barcelone, Grijalbo, 1995.
6. Sophie Baby, *Le mythe de la transition pacifique. Violence et politique en Espagne (1975-1982)*, Madrid, Casa de Velázquez, 2012, p. 61.
7. Archives du Quai d'Orsay, 187 QO 398, télégramme n°1 116 de l'ambassadeur Robert Gillet, 25 novembre 1975.
8. Manuel Fraga Iribarne, *En busca del tiempo servido*, Barcelone, Planeta, 1987, p. 15-16.
9. Il s'agit du seul syndicat autorisé sous la dictature.
10. La Division Azul est le nom donné à la division d'infanterie espagnole envoyée par le général Franco combattre aux côtés des Nazis sur le front russe en juin 1941. Elle comptait environ 18 000 combattants.
11. Ya, 15 décembre 1976. L'Archivo Linz de la Transición a rassemblé de nombreuses coupures de presse sur la transition démocratique, notamment, sur la réforme politique, consultable en ligne : < <https://www.march.es/es/coleccion/archivo-linz-transicion-espanola> >
12. Voir Matthieu Trouvé, « L'acte I de la transition démocratique espagnole : la loi de réforme politique du 18 novembre 1976 », *Parlement(s) Revue d'histoire politique*, hors-série n°12, PUR, novembre 2017, p. 223-231.
13. Voir, par exemple, Santos Juliá, *Transición. Historia de una política española (1937-2017)*, Barcelone, Galaxia Gutenberg, 2017, p. 377-385 ; Ferran Gallego, *El mito de la transición. La crisis del franquismo y los orígenes de la democracia (1973-1977)*, Barcelone, Crítica, 2008, p. 472-482 ; Manuel Contreras Casado, Enrique Cebrían Zazurca, « La ley para la reforma política memoria y legitimidad en los inicios de la transición española a la democracia », *Revista de estudios políticos*, n°168, 2015, p. 77-114.
14. C'est ce que l'on a appelé le « gironazo ». Cf. déclaration publiée dans *Arriba*, 28 avril 1974.
15. José Luis Rodríguez Jiménez, « La prensa de extrema derecha en la transición del franquismo a la democracia (1973-1982) », *El Argonauta español* [En ligne], 9 | 2012, mis en ligne le 15 janvier 2012, consulté le 26 octobre 2021. < <http://journals.openedition.org/argonauta/1421> >
16. José Luis Rodríguez Jiménez, *Reaccionarios y Golpistas. La extrema derecha en España : del tardofranquismo a la consolidación de la democracia (1967-1992)*, Madrid, CSIC, 1994, p. 253
17. Cf. *El País* du 21 octobre 1976 et Marie-Evelyne Le Poder, *Alianza Popular : 1976-1977. Ensayo*, Asociación cultural de Mondariz, 1998, p. 33-35.
18. Voir, en particulier, Gonzalo Fernández de la Mora, *Río Arriba. Memorias*, Barcelone, Planeta, 1995, p. 273-276 ; Federico Silva Muñoz, *Memorias políticas*, Barcelone, Planeta, 1993, p. 347 et suivantes. Cf. aussi *ABC* des 13 et 22 octobre 1976.
19. Paul Preston, *La política de la venganza. El fascismo y el militarismo en la España del siglo XX*, Barcelone, Planteta, 1997, p. 258.
20. Cf. Benoît Pellistrandi, « La droite espagnole à l'épreuve de la démocratie. Normalisations, élections, parlementarisation », *Parlement(s). Revue d'histoire politique*, hors-série n°12, PUR, novembre 2017, p. 173-191 ; Carme Molinero, Pere Ysas, « Derechas e izquierdas en la España posfranquista », dans Manuel Pérez Ledesma, Ismael Saz (coord.), *Del franquismo a la democracia, 1936-2013*, vol. IV de la *Historia de las culturas políticas en España y América latina*, Madrid, Marcial Pons Ediciones, 2015, p. 367-375.
21. José Luis Rodríguez Jiménez, *Reaccionarios y Golpistas*, op. cit., p. 210 et 292. José Antonio Assiego Verdugo a dirigé auparavant la Fuerza Nacional del Trabajo (FNT), syndicat fondé en novembre 1979 et proche de Fuerza Nueva. Cf. aussi *ABC* du 29 mai 1981 et *El País* du 23 juin 1981.
22. Voir revues *Fuerza Nueva* n°481 du 27 mars 1976, n°502 du 21 août 1976, et n°516 du 27 novembre 1976.
23. Cf. José Luis Rodríguez Jiménez, « La prensa de extrema derecha... », op. cit., 2012, en ligne ; Sophie Baby, op. cit., p. 69.
24. *Fuerza Nueva*, n°522 du 8 janvier 1977. Cf. aussi n°583 du 11 mars 1978.
25. L'une des affiches réalisées par Fuerza Nueva pendant cette campagne affirme : « Le 15 décembre 1976, tu as voté une réforme. Ne vote pas en 1978 pour la rupture revancharde. Vote non » (« El 15 de diciembre de 1976 votaste una reforma. No votes en 1978 una ruptura revanchista. Vota no »). Un autre tract proclame : « Avec l'ordre constitutionnel de Franco, tu as eu la paix, le bien-être et le développement. Ne détruis pas ce que tu as obtenu. Vote non » (« Con el orden constitucional de Franco tuviste paz, bienestar y desarrollo. No destruyas lo que ya conseguiste. Vota no »).
26. *La Vanguardia*, 31 mai 1977.
27. Ministère espagnol de l'Intérieur, résultats officiels du scrutin de juin 1977, disponible en ligne : < <http://www.infoelectoral.mir.es/infoelectoral/min/busquedaAvanzadaAction.html?sessionId=4252A965E4CF8E34C89FE4CA5AE7585> >
28. *Fuerza Nueva*, n°591 du 6 mai 1978 et n°604, 5 août 1978.
29. José Luis Rodríguez Jiménez, « Origen, desarrollo y disolución de Fuerza Nueva. Una aproximación al estudio de la extrema derecha española », *Revista de estudios políticos*, n°73, 1991, p. 283-285.
30. Il s'agit des formations suivantes : Fuerza Nueva (FN), Solidaridad Española (SE), Falange Española de las JONS (FE-JONS), Falange Española Independiente (FEI), Movimiento Falangista de España (MFE), Falange Asturiana (FA), le Movimiento Católico Español (M.CAT.E), sans oublier les mouvements carlistes.
31. Sophie Baby, op. cit., p. 71.
32. Cf. José Luis Rodríguez Jiménez, « La prensa de extrema derecha... », op. cit., 2012, en ligne.
33. *ABC*, 30 mars 1976.
34. La revue *Fuerza Nueva* titre « ¡18 de julio pisado y roto! (oficialmente) », n°497, 17 juillet 1976.
35. Cf. *Diario 16*, 23 février 1977, *El País*, 22 et 24 février 1977 et la revue hebdomadaire *Posible*, n°178 des 8-14 juin 1978.
36. Sous la conduite de José de las Heras Hurtado, la section de jeunesse de Fuerza Nueva, composée de jeunes militants entre 15 et 20 ans prêts à utiliser la violence, était chargée des actions directes. Plusieurs membres de Fuerza Joven, partisans d'un appel à l'armée et reprochant aux dirigeants de Fuerza Nueva leur immobilisme, sont à l'origine d'une scission et de la création du *Frente de la Juventud* en 1978.
37. Juan Manuel González Sáez, « La violencia política de la extrema derecha durante la transición española (1975-1982) », dans Carlos Navajas Zubeldía, Diego Iturriaga Barco (coord.), *Coetánea. III Congreso Internacional de Historia de Nuestro Tiempo*, Logroño, Universidad La Rioja, 2012, p. 365-376.
38. Sophie Baby, « Violence et transition en Espagne : la Semaine noire de Madrid (janvier 1977) », dans Anne Dulphy, Yves Léonard (dir.), *De la dictature à la démocratie : voies ibériques*, Bruxelles, Peter Lang, 2003, p. 85-103.
39. Julián Sanz, « De la guerra al Movimiento : sobre prácticas, socialización y vectores de difusión del Falangismo », dans Manuel Pérez Ledesma, Ismael Saz (coord.), op. cit., p. 279-297. José Luis Rodríguez Jiménez parle, quant à lui, d'une « mystique de la violence ». Cf. José Luis Rodríguez Jiménez, *Reaccionarios y Golpistas*, op. cit., p. 223.
40. José Luis Rodríguez Jiménez, « Origen, desarrollo... », op. cit., p. 283.
41. Chiffres d'après Sophie Baby, *Le mythe de la transition pacifique*, op. cit., p. 77.
42. *El País*, 14 février 1980.
43. Matthieu Trouvé, « Des généraux contre la transition démocratique. Armée, anticommunisme et déstabilisation de la démocratie en Espagne (1975-1982) », *Les Cahiers de Framespa* [En ligne], 36 | 2021, mis en ligne le 30 mars 2021, consulté le 29 octobre 2021. < <http://journals.openedition.org/framespa/10634> >
44. Fernando de Santiago et Díez de Mendivil, « Situación límite », *El Alcázar*, 8 février 1981. *El Alcázar* tire à environ 90 000 exemplaires au début des années 1980.
45. Pilar Martínez-Vasseur, « La Presse militaire en Espagne entre franquisme et démocratie : le cas de la revue *Reconquista* », *El Argonauta español* [En ligne], 10 | 2013, mis en ligne le 25 juin 2013, consulté le 28 octobre 2021. < <http://journals.openedition.org/argonauta/1733> >
46. Cf. revues *Fuerza Nueva*, n°541 du 21 mai 1977, n°542 du 28 mai 1977, n°560 du 10 octobre 1977 et n°645 du 19 mai 1979.
47. José Luis Rodríguez Jiménez, *Reaccionarios y Golpistas*, op. cit., p. 292.
48. Matthieu Trouvé, « Des généraux contre la transition... », op. cit., en ligne.
49. Xavier Casals i Meseguer, « La renovación de la ultraderecha española : una historia generacional (1966-2008) », *Historia y Política*, n°22, juillet-décembre 2009, p. 233-258.